

<https://www.pressegauche.org/La-FIQE-Q-CSQ-demande-au-ministre-de-la-Famille-de-prioriser-la-creation-de>



**La FIPEQ-CSQ demande au
ministre de la Famille de
prioriser la création de places
accessibles à 8,50 \$ par jour et
de miser sur les intervenantes**

Date de mise en ligne : jeudi 17 juin 2021



- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 17 juin 2021 - Dans le contexte où le gouvernement planche sur une réforme complète du réseau de la petite enfance et où le manque de places en services éducatifs à la petite enfance ne cesse de s'aggraver, la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec (FIPEQ-CSQ) dévoile une série de demandes afin de développer rapidement des places accessibles pour toutes les familles du Québec. Ces demandes sont au coeur d'une [toute nouvelle campagne](#) lancée aujourd'hui sous le slogan « Une place, ça presse ».

Des places à 8,50 \$ par jour partout au Québec

D'abord, la FIPEQ-CSQ demande au ministre de la Famille de garantir un accès à chaque enfant du Québec à un service subventionné de qualité, prioritairement dans un centre de la petite enfance (CPE) ou un milieu familial régi et subventionné.

La FIPEQ-CSQ souligne qu'il a été démontré que les parents ont une préférence pour des places subventionnées, présentement à 8,50 \$ par jour, à l'opposé du coût astronomique des places non subventionnées qui peut s'avérer en moyenne 2,4 fois plus élevé pour une famille de la classe moyenne.

Or, de payer plus cher pour un service éducatif à la petite enfance n'est pas nécessairement un gage de qualité. La campagne compare notamment les garderies privées, subventionnées comme non subventionnées, qui empochent les profits de leur entreprise, alors que les surplus générés par les CPE, qui sont des organismes sans but lucratif, sont redistribués dans leur mission sociale et éducative. Il est aussi recommandé que les personnes non reconnues en milieu familial privé soient intégrées au réseau régi et subventionné pour assurer des services éducatifs de qualité à 8,50 \$ par jour.

Dans les circonstances actuelles, où plus de 75 000 enfants sont inscrits sur les listes d'attente pour une place subventionnée, la FIPEQ-CSQ demande au gouvernement d'agir rapidement et, surtout, de penser aux familles à faible revenu ou celles ayant des enfants avec des besoins particuliers, qui ont été frappées de plein fouet par les conséquences de la pandémie.

Valoriser les éducatrices pour offrir plus de places

De plus, Valérie Grenon, présidente de la FIPEQ-CSQ a demandé en conférence de presse que le gouvernement reconnaisse l'importance des intervenantes en petite enfance pour la société québécoise et valorise leur profession, notamment en augmentant les salaires et en bonifiant les conditions d'exercice. Elle affirme que la pénurie d'intervenantes qualifiées constitue le premier obstacle à l'objectif du ministre de la Famille d'offrir à chaque enfant une place abordable. Elle propose au ministre de mettre en place des mesures musclées et permanentes pour rendre ces emplois attrayants et compétitifs, afin de mettre fin à la crise une fois pour toutes et ce, tant en CPE qu'en milieu familial régi et subventionné.

Une pétition en appui à tous les parents du Québec

Dans le contexte des consultations publiques sur l'avenir des services éducatifs à la petite enfance, et jusqu'à l'automne en vue du dépôt du livre blanc du ministre de la Famille, la FIPEQ-CSQ appelle toutes les familles du Québec, parents, grands-parents et amis, à exiger que le gouvernement passe à l'action. Ils sont invités à signer une

pétition, marrainée et appuyé par Véronique Hivon, députée de Joliette et porte-parole en matière de Famille pour le Parti québécois, qui demande au ministre de la Famille de garantir l'accessibilité aux services éducatifs à la petite enfance, notamment en priorisant la création de places subventionnées à 8,50 \$ par jour, et de s'engager pour la valorisation de la profession d'intervenante en petite enfance.

« Hier, nous avons présenté un mémoire très étoffé au ministre Mathieu Lacombe avec 25 recommandations. Aujourd'hui, nous voulons démontrer aux parents du Québec que ce travail que nous adorons faire, au quotidien, nous le faisons pour eux et pour la réussite de leurs enfants. Tout le monde est d'accord qu'il est nécessaire de créer rapidement plus de places dans le réseau de la petite enfance. À la FIPEQ-CSQ, nous croyons que ces places doivent être accessibles et universelles : elles doivent être abordables, réparties dans toutes les régions du Québec et adaptées aux enfants ayant des besoins particuliers. Mais de créer des places ne suffira pas. Il faut que les places répondent aux véritables besoins des parents et, pour ce faire, les intervenantes de notre réseau sont essentielles. Sans elles, il sera impossible de les créer », maintient Valérie Grenon, présidente de la FIPEQ-CSQ.

« La démarche de la FIPEQ-CSQ est vraiment importante et en ligne droite avec le combat que nous menons pour la valorisation du travail d'éducatrice et l'urgence d'un rattrapage salarial massif, ainsi que l'importance de l'accessibilité et de la qualité des places dans les services éducatifs à la petite enfance, encore davantage avec la crise que le Québec traverse présentement, qui était malheureusement une catastrophe annoncée. Je l'appuie et je suis très heureuse de me joindre à elle pour porter cette pétition qui, j'en suis convaincue, saura rallier largement », souligne Véronique Hivon, députée de Joliette et porte-parole en matière de Famille du Parti québécois.

L'accès à la pétition, ainsi que tous les détails sur les demandes de la FIPEQ-CSQ sont disponibles à uneplacecapresse.com .